

Gaza : jusqu'où le gouvernement israélien poussera sa rage, son mépris et son inhumanité contre les palestiniens, en particulier à Gaza

*Le coordinateur du bureau des affaires humanitaires de l'ONU met en garde contre une aggravation de la crise à Gaza suite aux nouvelles restrictions à l'importation et à l'exportation décidée par l'Etat d'Israël.
Gaza, 17 juillet 2018*

Aujourd'hui, le Coordonnateur humanitaire pour le territoire palestinien occupé, **M. Jamie McGoldrick**, s'est rendu dans la bande de Gaza et a demandé que des mesures urgentes soient prises pour prévenir une nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans ce pays, suite à des restrictions de mouvement renforcées.

"Comme les événements du week-end le démontrent, la situation à Gaza est extrêmement précaire", a déclaré M. McGoldrick. "Je suis profondément préoccupé par l'imposition de nouvelles restrictions à Kerem Shalom, qui est la bouée de sauvetage pour la population de Gaza. S'ils se poursuivent, ces restrictions supplémentaires risquent de provoquer une détérioration dramatique d'une situation déjà fragile et de conditions humanitaires désespérées, en particulier pour le secteur de la santé. "

Les nouvelles restrictions imposées par les autorités israéliennes le 9 juillet et encore renforcées le 16 juillet dernier interdisent l'entrée de marchandises à l'exception des fournitures médicales et alimentaires; interdisent la sortie de tous les biens; et limitent la zone de pêche le long de la côte de Gaza à trois milles marins. Selon les autorités israéliennes, les mesures ont été adoptées en réponse au lancement de cerfs-volants incendiaires et de ballons en provenance de Gaza vers Israël, qui ont entraîné plus de 750 feux qui ont brûlé plus de 7 000 acres de terre en Israël.

L'impact que les pénuries de carburant auront sur la fourniture de services essentiels de santé, d'eau et d'assainissement à Gaza est particulièrement préoccupant. Avec des coupures d'électricité allant jusqu'à 20 heures par jour, plus de 220 installations sanitaires et de stations d'épurations dans la bande de Gaza dépendent du carburant d'urgence financé par

Le Contexte

Le 16 juillet, les autorités israéliennes ont annoncé qu'elles restreindraient l'entrée dans la bande de Gaza de carburant et de gaz de cuisine par le passage de Kerem Shalom, le seul passage commercial opérationnel entre Gaza et le monde extérieur.

L'importation de fournitures médicales et alimentaires peut être approuvée sur une base individuelle. Ces restrictions font suite à l'imposition d'une nouvelle série de restrictions sévères par les autorités israéliennes le 9 juillet, dans laquelle seuls de la nourriture, des fournitures médicales, du fourrage, du bétail et des carburants seraient autorisés à entrer dans Gaza via Kerem Shalom. L'entrée de tous les autres articles, y compris les matériaux de construction, les meubles, le bois, l'électronique et le tissu, a été arrêtée, tout comme la sortie de toutes les marchandises.

les bailleurs de fonds pour alimenter les générateurs de secours pour fournir les services essentiels. Les stations d'épuration ne disposent actuellement que de sept à dix jours d'approvisionnement, tandis que les établissements de santé ne disposent que de moins de sept jours d'approvisionnement en combustible d'urgence. Un financement de 4,5 millions de dollars US est nécessaire de toute urgence pour le carburant d'urgence, qui est épuisé début août.

Ces développements s'inscrivent dans le contexte d'une escalade inquiétante des hostilités ces derniers jours :

- environ 15 000 blessés palestiniens depuis le 30 mars dans le cadre de manifestations;
- un système de santé sur le point de s'effondrer; et une crise humanitaire de 11 ans créée par un blocus israélien qui a soulevé des inquiétudes au sujet des punitions collectives et de la division politique interne palestinienne.
- Simultanément, des niveaux de financement historiquement bas, ainsi que la crise financière sans précédent à laquelle l'UNRWA est confrontée, laissent les partenaires humanitaires dans l'incapacité de répondre à des besoins croissants ou de réagir à d'autres détériorations. À l'heure actuelle, l'appel humanitaire pour le TPO, dont 70% visent Gaza, n'est financé qu'à 23%.

"Nous sommes à deux pas d'une détérioration désastreuse, avec des impacts potentiels non seulement sur les Palestiniens de Gaza, mais sur la région", a déclaré M. McGoldrick. "Toute personne ayant la capacité d'améliorer la situation doit prendre du recul, empêcher une nouvelle escalade et réduire les souffrances des Palestiniens ordinaires à Gaza."

Le 16 juillet, le gouvernement israélien a annoncé une réduction de la zone de pêche autorisée de six à trois milles marins, empêchant les pêcheurs d'accéder à 85% des zones de pêche convenues pour Gaza dans le cadre des accords d'Oslo, avec un impact direct sur quelque 50 000 Palestiniens. qui comptent sur la pêche pour leur subsistance. Cette décision a mis fin au projet envisagé le 9 juillet dernier d'extension de la zone de pêche de 6 à 9 miles marin.

Depuis l'imposition de ces restrictions, en moyenne, environ 192 camions transportant les articles autorisés ont été autorisés chaque jour. Cela représente 46% de la moyenne quotidienne des camions entrés durant la première moitié de 2018.